Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 38 (2001)
Heft: 1491

Titelseiten

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Domaine Public
domainepublic.ch

Quatre milliards pour une rustine

L'HOMME, DONC AUSSI L'HOMME PUBLIC, DONC AUSSI L'HOMME D'AFFAIRES A BESOIN D'HABILLER SES FAIBLESSES ET SES MANQUES de nobles sentiments. C'est ainsi que la quasi faillite de Swissair, qui restera dans l'histoire comme une gestion privée de catastrophe nationale, et le sauvetage incroyablement coûteux par des pouvoirs publics acculés sont devenus lundi soir, après la conférence de presse du Conseil fédéral, la Réconciliation (oui, avec majuscule) de l'Economie et de l'Etat. On en pleurait au journal radiophonique du soir, où l'on a, il est vrai, le pathos facile.

Il sera utile que les enquêteurs remontent assez haut en amont pour déterminer non pas quelles erreurs ont été commises, on sait déjà lesquelles, mais comment elles ont pu être comptablement dissimulées. Mais il est déjà établi que dans l'histoire récente du sauvetage, le plan Phénix, voulu par les banques et notamment l'UBS, était une improvisation inadaptée quoiqu'imposée autoritairement. Les effets du « grounding » de la flotte de Swissair étaient sous-estimés. En sauvetage d'urgence, le Conseil fédéral a dû engager 450 millions pour maintenir des lignes d'avions à moitié vides. Mais l'opération devra être prolongée durant tout l'hiver, mise au prix d'un milliard, à fonds perdus. Ce qui n'empêchait pas M. Ospel, patron de l'UBS, de célébrer la Réconciliation. Une telle gestion échappera au contrôle populaire. L'argent sera déjà dépensé. La démocratie directe a ses limites. Mais on relèvera que sur le plan privé il en va de même; les PDG engageront l'argent de leur société dans un investissement qui est hors du champ de la raison sociale de leur entreprise.

Quelques milliers d'emplois seront sauvés, mais quelque 5000 disparaîtront aussi, sans plan social connu. Il y a disproportion criante entre le coût du sauvetage et le peu de considération pour ceux dont les emplois sont sacrifiés.

Même si personne ne conteste l'importance nationale de la place économique zurichoise, le Conseil fédéral en investissant des sommes aussi gigantesques en faveur de Zurich met sérieusement en danger l'équilibre confédéral. Qu'opposera-t-il aux revendications régionales, nécessairement modestes en comparaison? Tout refus sera ressenti comme discriminatoire.

Le plan Phénix, voulu par les banques était une improvisation inadaptée quoiqu'imposée autoritairement

Enfin, il faudra, au-delà du cas Swissair, poser la question du contrôle des secteurs considérés comme si essentiels que l'Etat ne peut les laisser partir en faillite. La garantie implicite dont ils bénéficient suppose en retour des droits publics explicites.

Place du privé dans les secteurs vitaux, fonctionnement de la démocratie, équilibre social et confédéral, les ondes de choc seront durables. AG

Sommaire

Radio-télévision: Parade limitée contre l'offensive de M6 (p. 2)

Partis: La situation à mi-législature (p. 3)

Débat démocratique: Les commissions d'éthique sont-elles nécessaires? (p. 4)

Réassurance: Un solide rapport au risque (p. 5)

Sur la tolérance: La grande coalition des religieux (p. 6)

Anthrax: La grande peur du bio-terrorisme (p. 7)

JAA 1002 Lausanne
Annoncer les rectifications d'adresses

26 octobre 2001
Domaine Public nº 1491
Depuis trente-huit ans,
un regard différent sur l'actualité